



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

LEURS PALABRES, NOTRE RIPOSTE

Pour nous contacter :
npacaenaglo@gmail.com

Le blog du secteur auto du NPA :
www.npa-auto-critique.org

BULLETIN NPA de PSA Cormelles-le-Royal

26 juin 2013

« *Tout le monde s'emmerde, on trouve ça long* » a déclaré Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force Ouvrière, à propos de la « conférence sociale ». Mais, pas plus que les autres dirigeants syndicaux, il n'a jugé bon de claquer la porte de cette grand-messe dont il n'y avait rien de bon à attendre...

Une déclaration de guerre

Présenté le 14 juin, le rapport de la conseillère d'Etat Yannick Moreau dévoilait en avance le plan d'attaque des retraités et salariés : pensions retardant sur la hausse des prix, passage de 41,5 à 43 ou 44 ans de la durée de cotisation d'ici 2020, hausse de la CSG (Contribution sociale généralisée) et, pour les agents du public, calcul de leur pension, non plus sur les 6 derniers mois de salaire, mais « sur une période plus longue », entre 3 et 10 ans.

Les retraites complémentaires sont déjà désindexées de l'inflation depuis le 13 mars. Et avec la hausse des cotisations sociales de 0,3% au 1^{er} avril, 11 millions de retraités voient leur pension amputée.

Discussion, piège à ...

Avec sa « conférence sociale », Hollande cherche à reproduire le scénario de la signature de l'ANI, ces accords de « compétitivité » où CFDT, CFE-CGC et CFTC se sont couchés devant le Medef, acceptant les licenciements facilités, le gel des salaires, les mobilités obligatoires, etc.

La CFDT se dit déjà favorable à un allongement de la durée de cotisation. La CGT reconnaît que « *le rapport ne reprend que les propositions du Medef* », mais elle participe à la discussion autour de ces

propositions. Alors que c'est la riposte qu'il s'agit d'organiser, pas les parloles, et encore moins la négociation des reculs !

Pour combler le trou, à nous de prendre la pelle

Le trou des caisses de retraites est 8 fois inférieur aux 170 à 180 milliards d'euros de dividendes versés aux actionnaires des seules grandes entreprises. C'est cet argent-là qui manque pour payer les vieux jours de nos parents et grands-parents.

Les entreprises ferment à tour de rôle : Goodyear-Amiens-Nord, Kem One, Virgin, Michelin-Joué-lès-Tours, PSA-Aulnay... Le chômage explose : 40 000 chômeurs de plus en avril. C'est autant de cotisants en moins pour les caisses de retraite.

Mais dans différents secteurs, les salariés sont loin d'être résignés et réagissent : grève des contrôleurs aériens, grève des cheminots contre la réforme ferroviaire et les conditions de travail, débrayage sur les salaires à Eurocopter- Marignane, grève de 4 mois à Aulnay, manifestation samedi dernier à Paris des hospitaliers d'un peu partout dans le pays contre le manque d'effectifs... « *Je suis sûr qu'un mouvement social d'ampleur est évitable* », se vante un proche de François Hollande. Pas si sûr !

Mondial de la contestation sociale : et maintenant le Brésil...

« *Une mer humaine, un déluge de pancartes et de banderoles* » selon la presse : un million de personnes dans tout le Brésil jeudi dernier, 300 000 rien qu'à Rio de Janeiro. Ce mouvement a commencé contre l'augmentation des tarifs des transports en commun, au moment même où des sommes colossales sont dépensées pour l'organisation de la Coupe Fifa et du Mondial de football de 2014. Le salaire minimum brésilien équivaut à 240 €. Le salaire ouvrier moyen à Sao Paulo approche le double. La dépense moyenne en transport est de 80 € par mois. Inabordable.

Rivaldo, champion du monde 2002, évoque la « *honte de dépenser tant d'argent pour cette Coupe du monde et laisser les hôpitaux et les écoles dans des conditions précaires* ».

La présidente Dilma Rousseff a débloqué en urgence 18 milliards d'euros pour les transports. Elle lance maintenant un référendum pour ou contre une nouvelle constitution... qui ne changerait rien à la corruption et aux inégalités, mais l'essentiel est de faire croire le contraire. Les manifestants, eux, appellent à la grève générale le 1^{er} juillet.

Ils ne vont pas être déçus...

PSA nous fait demander par l'intermédiaire des RG des idées pour économiser 600 euros sur chaque véhicule ? OK. Idée n°1 : arrêter de payer Philippe Varin 9 000 euros par jour aussi le samedi et le dimanche. Idée n°2 : prendre sur les 12 milliards de cash de la famille Peugeot. Idée n°3...

Ça suffit ou on continue ?

Ampoule basse consommation

L'ennui avec ces concours d'idée pour faire des économies, c'est que tous ceux qui participent ne sont pas des lumières. À l'usine des collecteurs, quelqu'un a trouvé finaud de proposer de mettre à la production les travailleurs de la maintenance. Ben voyons ! Après ça, il ne reste plus qu'à proposer que chacun se débrouille tout seul avec ses pannes.

Visiblement l'auteur de cette idée a approché la tête un peu trop près des machines. Mais il peut faire confiance aux camarades la maintenance pour colmater les brèches.

Youpi !

Le directeur Benoît Coquelle nous quitte à la fin du mois de juillet. Chic alors ! On va peut-être avoir à nouveau droit à une brique de jus de fruits...

C'est du propre

Pour les portes ouvertes, les nettoyeuses GSF ont briqué la piste de la visite. Ailleurs, les ateliers sont restés aussi sales que d'habitude. S'il faut ouvrir les lieux au public pour qu'ils soient nettoyés, alors l'an prochain, c'est toute l'usine qu'il faut faire visiter.

Mais que fait-il ?

Gros succès pour les portes ouvertes de l'usine ! Selon les organisateurs, 5 400 personnes ont participé à la manifestation.

Malgré la présence du préfet dimanche, on attend toujours les chiffres de la police...

Mais qui vole qui ?

Un ouvrier de PSA Sochaux vient d'écoper de six jours de mise à pied pour avoir mis ses anciennes chaussures de travail en vente sur internet, alors qu'elles finissent habituellement à la poubelle.

La direction se plaint de subir des pertes de 220 000 € liées à des vols. Quand on sait que l'usine de Sochaux compte 8 000 salariés, cela fait 27,5 euros en moyenne par an et par salarié. Des clopinettes, au vu de ce que PSA nous doit. Et lorsque nous arracherons des augmentations, que le patron se rassure, ce sera sans se cacher...

Colère en +

Ils en ont marre de cette flexibilité que la direction impose à cause de samedis travaillés et de chômage technique, d'H+ et d'H-. Une centaine de camarades de St Ouen, puis d'autres à Valenciennes et à Poissy ont donc débrayé pour exiger que ces heures supplémentaires soient au volontariat et payées. Face à cela, la direction de St Ouen a préféré annuler les séances de juillet. Un premier recul... qui en appelle d'autres.

Crise ? Vous avez dit crise ?

D'un côté PSA ne cesse de pleurnicher sur la chute des ventes pour imposer sa restructuration et les nombreux licenciements qui vont avec. De l'autre, elle se frotte les mains sur ses résultats records obtenus dans les pays « émergents » comme la Chine (+32 %) ou encore l'Argentine (+28,6 %). Si les gros capitalistes comme PSA jouent au Monopoly mondial pour engranger toujours plus, les attaques contre les travailleurs elles aussi sont globales. Alors notre riposte devra elle aussi être internationale.

On ne va pas payer la note

Alors que Varin vient de lancer des négociations sur des accords de « compétitivité », la direction veut dès à présent supprimer certaines indemnités de déplacement : forfait self 4,12 €, frais divers 8 €, etc. Pour faire des économies de bouts de chandelles sur notre dos, ils sont très imaginatifs. Nous on n'a pas de mal à imaginer les notes de restaurant de ces messieurs qui nous font la morale sur ce qu'on « coûterait ». Alors pour le boulot on ne va pas « déplacer » des montagnes pour partir en mission.

La lutte ça paye !

La direction de l'hôpital psychiatrique du Bon sauveur à Caen a voulu imposer un plan d'économie et notamment supprimer 5 jours de RTT sur 19. Réunis en assemblée générale, 500 travailleurs ont débrayé. Après 7 jours de grève reconductible et déterminée, la direction a été contrainte de retirer son plan d'économie.

Non aux expulsions !

Les expulsions des familles logées en hébergement d'urgence continuent dans le Calvados. Les caisses sont vides ? Mais parce que l'Etat les a rabotées tous les ans, jusqu'à -600 000 euros en 2013 ! 750 personnes, des demandeurs d'asile mais aussi des Français, y compris des enfants, sont menacées d'ici la fin de l'été. Manifestons :

Lundi 1er juillet – 18h – préfecture de Caen